

Convention collective

IDCC : 9492. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES**
(Maine-et-Loire)
(23 novembre 1970)

(Etendue par arrêté du 15 juin 1972,
Journal officiel du 13 juillet 1972)

AVENANT N° 100 DU 12 JANVIER 2011

NOR : AGRS1197069M
IDCC : 9492

Entre :

L'union horticole de l'Anjou,

D'une part, et

La CFDT Agro 49 ;

L'union départementale FO ;

Le syndicat national des cadres et entreprises agricoles CFE-CGC ;

L'union départementale des syndicats CFTC de Maine-et-Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions des articles 34 et 42 deviennent :

« Article 34

Congés pour événements familiaux

Un congé est accordé aux salariés et apprentis à l'occasion de certains événements familiaux.

Ce congé est fixé ainsi qu'il suit indépendamment des alliances ou circonstances qui ont engendré ce lien de parenté :

- mariage du salarié : 4 jours payés ;
- mariage d'un enfant : 3 jours payés ;
- naissance ou adoption : 3 jours payés ;
- décès du conjoint : 3 jours payés ;
- décès du partenaire lié par un pacte civil de solidarité : 2 jours payés ;
- décès d'un enfant : 3 jours payés ;
- décès du père ou de la mère : 3 jours payés ;
- décès du beau-père ou de la belle-mère : 3 jours payés ;
- décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur : 3 jours dont 1 payé ;
- décès d'un grand-parent ou allié au même degré : 3 jours dont 1 payé ;

- décès d'un petit-enfant ou allié au même degré : 3 jours non payés ;
- mariage d'un petit enfant : 3 jours non payés ;
- absence pour convenances personnelles dûment motivée : 4 jours non payés ;
- présélection militaire : 3 jours payés (si 3 mois d'ancienneté).

En outre, si l'absence est rémunérée, les salariés en grands déplacements ont droit au remboursement des frais de voyage du chantier à leur domicile et vice versa.

Par ailleurs, les salariés en grands déplacements ont droit au remboursement des frais de voyage, du chantier à leur domicile et vice versa et à un congé suffisant pour leur permettre de prendre part à toute consultation électorale prévue par la loi.

Article 42

Indemnité de licenciement

Conformément aux articles L. 1234-9 et R. 1234-1 et suivants du code du travail, une indemnité distincte du préavis sera accordée, en dehors du cas de faute grave, à tout salarié licencié et ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'exploitation ou l'entreprise.

Cette indemnité sera calculée comme suit :

- moins de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois par année d'ancienneté ;
- à partir de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois par année d'ancienneté, plus 2/15 de mois par année d'ancienneté au-delà de 10 ans ;
- en cas de licenciement pour inaptitude d'origine professionnelle, cette indemnité est doublée conformément à l'article L. 1226-14 du code du travail.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité est 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte que *pro rata temporis*.

Les dispositions du présent article relatives aux conditions de versement et au calcul de l'indemnité de licenciement suivront l'évolution de la loi. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de Maine-et-Loire de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Pays de la Loire, section d'inspection du travail agricole, 7, rue Bouché-Thomas, BP 23607, 49036 Angers Cedex 01.

Fait à Angers, le 12 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)